

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1184 du 4 février 2014 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



SOMMAIRE DU N°1184

EDITORIAL : Les mal logés, les sans logis : la faute à qui ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Economie de l'offre et contreparties pp. 3-4

ACTUALITES : Chômage : un net progrès p. 4 - Les deux François : dialogue de sourds ? p. 5 - Sur qui peuvent compter les Ukrainiens ? p. 5

LE LIBERALISME EN ACTION : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Les mal logés, les sans logis : la faute à qui ?

L'anniversaire de la mort de l'abbé Pierre a été l'occasion de dénoncer une fois de plus la crise du logement. L'INSEE estime en effet à plus de trois millions le nombre de personnes en France dont le logement est insalubre, inconfortable, exigu et vétuste. Parallèlement, on recenserait quelque 250.000 SDF, dont la moitié sans abri.

Je crois inutile de m'attarder sur le personnage et l'action de l'abbé Pierre, dont les choix politiques sont allés jusqu'à nier la Shoah et dénoncer le sionisme, soutenir Roger Garaudy, les communistes et les brigades rouges italiennes – ce qui lui a valu d'être exclu de l'Eglise par Monseigneur Lustiger.

Le plus important en effet me semble être le combat mené par l'abbé Pierre et sa Fondation contre la crise du logement. Ce combat a été couronné en 2007 par la reconnaissance du « droit au logement opposable » (DALO), au mépris du principe même de la propriété privée.

Mais, Dalo ou pas, il n'y a pas assez de logements en France. Pourtant, l'Etat s'y emploie, avec un zèle soutenu. Les gouvernements successifs ont donné propriété au logement dit « social ». Ce faisant, ils ont ruiné le marché de la location, découragé et pénalisé les propriétaires immobiliers, ces pelés ces galeux d'où venaient tous les maux ! >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Les mal logés, les sans logis : la faute à qui ? (suite)

La priorité au logement dit « social » est assez surprenante. Première anomalie : les HLM bénéficient largement à des personnes qui ont des revenus substantiels, supérieurs aux 4.000 euros par mois, plafond théorique de ressources. Plus de 50.000 familles ont même des revenus supérieurs à 12.000 euros. Compte tenu des diverses aides, le « taux d'effort » (part du logement dans le budget des ménages) est inférieur chez les locataires des HLM (20,6 %) par rapport aux locataires du privé (22,4 %). Deuxième anomalie : alors que les HLM devraient fournir un logement transitoire en attendant que le locataire puisse trouver un logement privé ou accéder à la propriété, le taux de rotation est en baisse permanente : de nombreux logements restent occupés très longtemps alors que de nombreux ménages sont sur les listes d'attente. Ainsi l'attribution d'un HLM apparaît-elle comme un privilège durable en faveur de gens qui pourraient largement payer un loyer au prix du marché dans le secteur privé. Pourquoi ce privilège ? C'est que l'opacité des HLM masque le clientélisme politique. Le résultat global est saisissant : il y a davantage de locataires « pauvres » dans le secteur privé que dans le logement social !

**« Davantage de pauvres
logés dans le privé
que dans le public »**

Voyons maintenant ce qui se passe du côté du secteur privé.

L'Etat a tout fait pour rendre coûteuse voire impossible la construction de logements privés. Tout d'abord, les pouvoirs publics ont organisé la pénurie foncière, avec les plans locaux d'urbanisme (PLU, naguère POS) et aujourd'hui le prix du terrain représente la moitié du coût de la construction. Puis, ils ont multiplié les démarches pour les permis de construire : un vrai parcours du combattant. Vient ensuite la fiscalité, qu'il s'agisse des impôts et taxes à la construction, ou de la ponction fiscale sur les revenus immobiliers. De plus, cette fiscalité est incertaine : la loi « Scellier » relativement avantageuse, a été modifiée, puis remplacée, et les aides de l'Etat se sont évanouies. D'ailleurs l'Etat a toujours privilégié « l'aide à la pierre » par rapport à « l'aide à la personne » : ce ne sont pas les plus déshérités qui en bénéficient. Au total, il y a plus de 55 milliards d'euros d'impôts sur le logement. Autre question : pourquoi les HLM sont-ils financés par la Caisse des Dépôts et Consignations, qui elle-même s'approprie la gestion de l'épargne déposée sur les livrets A des caisses d'épargne et en partie des banques ? Le parc privé ne bénéficie pas d'un tel avantage pour financer la construction !

Reste enfin le plus gros morceau : les fameux « rapports locatifs », c'est-à-dire l'impossibilité pour les propriétaires de se séparer de locataires indésirables et ne payant pas leur loyer. Une procédure d'expulsion dure en moyenne un an et demi, les loyers impayés ne sont presque jamais récupérés, les locaux sont détériorés et parfois même dévalisés. Mais, en application du principe de la lutte des classes, ce n'est que justice : les propriétaires bourgeois n'exploitent-ils pas les locataires prolétaires ? Bon prince, l'Etat a imaginé la GRL, garantie des risques locatifs : un échec total, faute de ressources pour indemniser les propriétaires lésés. Mais voici que maintenant Madame Duflot met en place l'ALUR, la loi « Accès au Logement et un Urbanisme Rénové », qui inclut sans doute une garantie de loyer, mais l'assortit de telles conditions que les propriétaires en ressortent encore plus dépouillés qu'auparavant. En particulier les loyers sont encadrés autour d'un « loyer médian de référence » fixé par le préfet. La loi énumère aussi toutes les nouvelles obligations auxquelles les propriétaires sont astreints, pour les dissuader de louer des habitations « indignes ».

Ainsi donc, le marché de la location immobilière a-t-il totalement disparu : pas de liberté de l'offre ni des prix, le bail n'est plus un contrat mais un règlement administratif, la protection de l'environnement et la politique de l'énergie passent avant le droit de propriété. Pourtant, non seulement le logement social est toujours prioritaire, mais il est devenu une obligation pour les municipalités : la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) votée à l'initiative du ministre communiste Gayssot prescrivait aux municipalités d'avoir une superficie de logements sociaux égale à 20 % du parc global construit dans la commune. Madame Duflot a fixé la barre à 25 % : on n'arrête pas le progrès.

Voilà sans doute de quoi expliquer la crise du logement : les mal logés et les sans logis ne sont pas protégés par l'Etat, c'est l'Etat qui les a réduits à cette indigne condition.

Jacques Garello

NOUS EXPORTONS L'INFLATION, PUIS LA RECESSION

Il y a un fantasme et une réalité. Le fantasme, c'est celui de la déflation, qui menacerait le monde développé. Nous l'avons dénoncé ici même (NL 1178 du 30/11/13 : « Un spectre hante l'Europe : la déflation »). La réalité, c'est celle de l'inflation, qui touche les pays émergents. Cette inflation, nos banques centrales en sont responsables. Maintenant elles envisagent de changer de politique en fermant progressivement le robinet monétaire, mais ce faisant elles perturbent un peu plus les économies des pays émergents, jusque-là florissantes. De quoi nous rappeler qu'on ne doit pas jouer avec la création monétaire.

Inflation ? Déflation ?

Il n'y a pas d'exemple de création monétaire massive qui n'ait provoqué une inflation. La situation actuelle pourrait donc sembler paradoxale : le laxisme monétaire est la règle dans les pays développés. Les banques centrales fixent des taux directeurs quasi-nuls et pratiquent des politiques monétaires non-conventionnelles, telles que le « quantitative easing ». Que deviennent les contreparties de la masse monétaire gonflée au point de doubler, voire de tripler ? Les banques centrales ont racheté directement ou indirectement de la dette publique, de sorte que la garantie du dollar ou de l'euro est faite de créances sur le trésor américain ou sur les Etats européens

Dans ces conditions, les liquidités créées n'ont pas été injectées dans le circuit de la consommation ou de l'investissement privé, ce qui explique que les tensions inflationnistes ne sont pas (encore) apparues. Est-il pour autant justifié de parler de déflation ? Les derniers chiffres de l'OCDE font état d'une hausse des prix en un an (novembre 2012 à novembre 2013) de 1,5% pour la moyenne de l'OCDE, de 1,3% pour le G7, de 1,0% pour l'Union européenne. Ce n'est pas une déflation, mais ce n'est pas non plus, reconnaissons-le, l'hyper-inflation qu'on aurait pu craindre.

Mais devons-nous être totalement rassurés ?

Risque de bulles spéculatives

Le premier phénomène à prendre en compte, c'est l'apparition de bulles spéculatives. Pour qu'elles aient lieu, il ne suffit pas qu'il y ait des spéculateurs, il faut qu'il y ait des raisons et des moyens de spéculer. Ces moyens sont massivement fournis par les banques centrales, qui poussent la création monétaire et le crédit qui en découle. La crise des subprimes vient de là, de même que les diverses crises et bulles immobilières que l'on a vu éclater ici ou là. A d'autres moments, la bulle concernait les métaux précieux, comme l'or, qui a avoisiné les 2000 dollars l'once, avant de retomber. Les marchés financiers sont aussi touchés par ces phénomènes, ils montent sans raison objective apparente, puis la bulle éclate et les cours chutent. L'inflation est un phénomène complexe et multiforme : une hausse artificielle d'actifs financiers ou réels c'est aussi de l'inflation.

L'inflation touche les pays émergents

Un deuxième phénomène à considérer, c'est que nous exportons notre inflation. Lorsque les Américains, du joli temps du système de Bretton Woods (changes fixes), pratiquaient le laxisme monétaire, on disait qu'ils exportaient leur inflation et lorsqu'ils resserraient le robinet et pratiquaient une rigueur excessive, on disait qu'ils exportaient leur récession. Depuis, la mondialisation financière s'est développée et les capitaux circulent d'un pays à l'autre.

C'est heureux si ces capitaux représentent la contrepartie d'une réalité économique, ça l'est moins quand ils ont été créés massivement par le laxisme des banques centrales. Toujours est-il que ces liquidités sont allées massivement s'investir dans les pays émergents.

Elles ont contribué à la hausse des taux de change des monnaies de ces divers pays, elles ont entraîné des investissements massifs qui ont poussé la croissance déjà très rapide au point de faire naître dans les pays émergents un risque de surchauffe.

Le résultat c'est que l'inflation, qui ne s'est pas produite chez nous, s'est produite chez eux. Qu'on en juge. Selon l'OCDE, pour les douze derniers mois connus, l'inflation a atteint 10,5% en Argentine, 11,5% en Inde, 8,4% en Indonésie, 5,8% au Brésil, 5,3% en Afrique du sud, 7,3% en Turquie, 6,5% en Russie, que l'on peut classer dans les pays émergents, en tous cas dans les BRICS. Reste le cas de la Chine, qui n'en est qu'à 3,0%, mais qui avait connu une forte inflation (5,4% en 2011), avant de pratiquer une politique de lutte contre la hausse des prix ; au demeurant l'inflation salariale y reste forte. Difficile pour tous ces pays de parler de déflation !

>>

Nous exportons l'inflation, puis la récession (suite)

Et maintenant, allons-nous exporter notre récession ?

Partout la croissance des pays émergents s'est ralentie. Les économies sont de plus en plus interpénétrées, de sorte que la récession en Occident a impacté les pays émergents, touchés pour une partie de leurs débouchés. Bien, sûr, leur croissance reste sans commune mesure avec la nôtre, mais avec 7,5% en Chine ou 5,4% en Inde, on est loin des 10 ou 8% de la période précédente. Mais le plus grave n'est pas là.

Il a suffi que les Etats-Unis annoncent qu'ils seraient un peu moins laxistes sur le plan monétaire (75 milliards par mois d'achats d'actifs au lieu de 85, puis 65 en février) pour que chacun anticipe un resserrement progressif : les marchés anticipent la fin du robinet à dollars et sa fermeture progressive. On se demande si la Banque centrale européenne suivra le même chemin. Ainsi à l'euphorie de la drogue monétaire succède maintenant l'angoisse du sevrage.

On finit par se rendre à l'évidence : les bulles inflationnistes et boursières n'étaient que des bulles, elles sont sur le point de crever. Le résultat se constate de jour en jour : après avoir artificiellement monté, le cours de devises telles que le peso argentin, la lire turque, le real brésilien ou la roupie indienne s'effondre. Les marchés boursiers de ces pays suivent le même chemin. Réajustement légitime après des excès en sens inverse ? Peut-être, mais réajustement douloureux et dangereux. La fragilité des pays émergents se fait sentir à son tour sur les pays développés, dont les bourses sont impactées.

Ne pas laisser les banques centrales jouer avec la monnaie

Le sevrage peut être aussi nocif que l'overdose.

Inquiets de voir les capitaux s'enfuir, prenant le chemin inverse des années précédentes, certains pays comme l'Argentine ou la Russie, prennent des mesures protectionnistes. Ils ont restreint les achats en ligne à l'étranger, pour freiner l'exil des capitaux. Si la tentation pour s'en sortir était de recréer un protectionnisme, monétaire puis commercial, les dommages seraient alors considérables pour tous.

Nous entrons à nouveau dans une zone dangereuse, avec les risques du repli, en attribuant l'inflation puis la crise financière à la mondialisation. Certes, l'inflation puis le retournement sont bien venus de l'extérieur mais la responsabilité en incombe essentiellement aux seules banques centrales pratiquant des politiques monétaires actives, conjoncturelles et artificielles. Comme le disait Friedman : « rien n'est moins important que la monnaie...quand elle est bien gérée ». Faute de gestion rigoureuse, les monnaies occidentales dominantes perturbent la mondialisation et tous les pays, émergents comme très développés, peuvent lourdement payer les erreurs des banques centrales. Comme le précisait encore Friedman : « La monnaie est une chose trop sérieuse pour la laisser entre les mains des banques centrales ».

Jean Yves Naudet

La nouvelle constitution tunisienne tiendra-t-elle la route ?

Une difficile troisième voie entre démocratie et islamisme

« Dégage ! » Le slogan à l'adresse de Ben Ali a marqué le début des printemps arabes. Premiers à se soulever contre les régimes dictatoriaux sans foi ni loi, les Tunisiens sont les premiers à vouloir retourner à un régime démocratique après un intermède de terreur islamiste. Vendredi 7 février, la nouvelle constitution sera officiellement mise en place et François Hollande, qui a déjà félicité le peuple tunisien, fera le voyage de Tunis.

Une constitution est conçue en principe soit pour organiser les pouvoirs de façon à les limiter (version française de Montesquieu), soit pour garantir les droits individuels contre les excès du pouvoir (version

anglaise de Locke). La copie tunisienne n'est ni gage de limitation du pouvoir ni promesse de respect des droits individuels.

Elle instaure un régime d'assemblée, avec des élus que la souveraineté populaire, pourtant proclamée, ne peut contester. Il n'y a aucune procédure référendaire, ni aucun pouvoir local. Quant aux droits fondamentaux, on ne trouve que le principe de l'égalité hommes et femmes – c'est d'ailleurs la vraie révolution que Bourguiba avait introduite et le combat des femmes tunisiennes pour retrouver leur dignité a finalement vaincu le totalitarisme islamiste. La liberté d'expression et de religion est bien

reconnue, mais la référence à l'Islam figure en bonne place dans les valeurs républicaines se voulant laïques ! Il est vrai, et c'est sans doute le plus important, que le parti islamiste Ennahda a renoncé sous la pression populaire à introduire la charia (la loi du Coran) comme base du système juridique tunisien.

L'issue politique est donc incertaine, entre laïcité et islamisme, entre démocratie et oligarchie. Mais après trois ans qui ont ruiné le pays, vidé des touristes et des investissements, les Tunisiens aspirent sans doute à la paix civile. Le fanatisme religieux pourrait alors s'atténuer – si le contexte général du monde arabe le permet. •

La « manif pour tous » : victoire de la société civile

Le gouvernement ne fera pas voter la loi famille en 2014

Les choses avaient pourtant mal commencé. La « manif pour tous » avait été minimisée, déformée et ridiculisée par la gauche et les médias : des manifestants manipulés par l'UMP, des ringards partisans de la famille « traditionnelle », c'est-à-dire tout à fait décalés dans le temps, mais aussi dans l'espace puisqu'au même moment partout en Europe se multipliaient les défilés en faveur de l'avortement. De plus, quelques bonnes grosses désinformations montraient la mauvaise foi de ce peuple d'« ultradroite » : pourquoi s'en prendre à la théorie du genre qui n'a jamais été introduite ni même envisagée dans les écoles, pourquoi revenir sur le mariage homosexuel, pourquoi se révolter contre une loi prévoyant la PMA et la GPA qui n'a pas été encore votée ? Les manifestants décalés étaient aussi des

demeurés, incapables de com-

prendre la politique du gouvernement et d'accepter le Progrès. Pas si demeurés que ça les manifestants : Manuel Valls les a déviés, repérés et livrés à la vindicte populaire et à la vigilance patriotique. Il a dénoncé les « forces sombres ». Il flotterait en France en ce moment un air des années 1930, quand la droite antirépublicaine occupait la rue pour barrer la route du pouvoir aux forces démocratiques de gauche (« forces de la lumière » sans doute). Voilà qui annonçait Pétain, la « révolution nationale », le racisme et l'antisémitisme. Valls catalogue aussi la « manif pour tous » comme une « tea party à la française ». Tea party, quelle horreur ! Des gens qui se réunissent en famille pour partager leurs idées, la société civile qui prend conscience de sa force, tellement sombre qu'on la croirait spontanée. Il doit bien y avoir des hommes de l'ombre qui

tirent les ficelles ! Quel contraste avec la gauche transparente, insensible aux idées des sectes ! Et Valls de conclure par l'appel à l'union nationale, sommant l'opposition de se regrouper autour des valeurs de la République une, laïque et indivisible pour désamorcer le complot des sombres forces.

Mais, coup de théâtre : Valls lui-même, puis le Premier Ministre, annoncent solennellement que la loi ne serait pas proposée au vote du Parlement en 2014. Tournant sociétal qui accompagnerait le tournant économique ? On peut avoir la naïveté de le croire. En réalité, c'est la peur d'une déroute électorale, jointe aux craquements au sein de la majorité, qui a inspiré ce revirement. Mais, au passage, on aura mesuré le potentiel représenté par la société civile, quand elle se manifeste avec fermeté et sérénité. •

Hollande et Cameron en total désaccord sur l'Europe

L'Angleterre n'entrera dans l'Union qu'après une révision des traités

« La révision des traités, ce n'est pas l'urgence » a tranché François Hollande. C'est au contraire la priorité absolue pour David Cameron, et elle est au cœur du débat européen dans son pays.

Une partie des conservateurs est en effet tentée par le ralliement du Royaume Uni à l'Union Européenne, mais dans quelles conditions ? Jusqu'à présent, David Cameron avait réussi à imposer deux principes : celui de soumettre l'entrée de la Grande Bretagne à un référendum et celui d'obtenir des Européens une révision des traités constitutifs de l'Union.

Dans l'esprit du Premier Ministre, les deux principes étaient liés : si

certaines dispositions, essentiellement celles qui concernent les modalités du vote au sein du Conseil, ne sont pas modifiées, il n'est pas question d'organiser le référendum. Position logique : une fois entrée dans l'Union, comment l'Angleterre pourrait-elle en changer les règles de fonctionnement ?

Il se trouve que François Hollande n'accepte aucune révision des institutions européennes. Il pense être soutenu par l'Allemagne, car les Anglais, trop « libéraux » aux yeux de la grande coalition, passent pour des trouble-fête dans une Europe qui n'a pas trop la cote actuellement.

Le désaccord a donc été total et l'on pourrait en conclure que l'entrée des Anglais est remise aux calendes grecques. Mais, d'une part, il n'est pas dit qu'Angela Merkel ne profite pas de l'occasion pour introduire des changements institutionnels ralliant les « eurosceptiques » de son pays, mais aussi les Polonais, les Tchèques ou les Baltes. D'autre part, la Chambre des Lords vient de prendre une position défavorable à David Cameron : il doit y avoir référendum en 2017, en tout état de cause. Sans nul doute au cours des prochains mois ce débat agitera non seulement le parti conservateur, mais aussi toute la classe politique européenne. •

Le libéralisme en action

Quelques conseils donnés par Montesquieu en matière de fiscalité

Il ne faut pas toujours tellement épuiser un sujet, qu'on ne laisse rien à faire au lecteur. Il ne s'agit pas de faire lire, mais de faire penser.

Voyons ce que Montesquieu nous invite à penser en matière d'impôts

Les revenus de l'État sont une portion que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sûreté de l'autre, ou pour en jouir agréablement.

Pour bien fixer ces revenus, il faut avoir égard et aux nécessités de l'État, et aux nécessités des citoyens. Il ne faut point prendre au peuple sur ses besoins réels, pour des besoins de l'État imaginaires.

Les besoins imaginaires sont ce que demandent les passions et les faiblesses de ceux qui gouvernent, le charme d'un projet extraordinaire, l'envie malade d'une vaine gloire, et une certaine impuissance d'esprit contre les fantaisies. Souvent ceux qui, avec un esprit inquiet, étaient sous le prince à la tête des affaires, ont pensé que les besoins de l'État étaient les besoins de leurs petites âmes.

Il n'y a rien que la sagesse et la prudence doivent plus régler que cette portion qu'on ôte et cette portion qu'on laisse aux sujets.

Ce n'est point à ce que le peuple peut donner qu'il faut mesurer les revenus publics, mais à ce qu'il doit donner; et si on les mesure à ce qu'il peut donner, il faut que ce soit du moins à ce qu'il peut toujours donner.

Que c'est mal raisonner de dire que la grandeur des tributs soit bonne par elle-même.

On a pourtant conclu [de la pauvreté de ces petits pays] que, pour que le peuple fût industriel, il fallait des charges pesantes. On aurait mieux fait d'en conclure qu'il n'en faut pas. Ce sont tous les misérables des environs qui se retirent dans ces lieux-là pour ne rien faire : déjà découragés par l'accablement du travail, ils font consister toute leur félicité dans leur paresse.

L'effet des richesses d'un pays, c'est de mettre de l'ambition dans tous les cœurs. L'effet de la pauvreté est d'y faire naître le désespoir. La première s'irrite par le travail ; l'autre se console par la paresse.

La nature est juste envers les hommes; elle les récompense de leurs peines ; elle les rend laborieux, parce qu'à de plus grands travaux elle attache de plus grandes récompenses. Mais, si un pouvoir arbitraire ôte les récompenses de la nature, on reprend le dégoût pour le travail, et l'inaction paraît être le seul bien.

Esprit des lois Livre XIII Chapitres I et II : des rapports que la levée des tributs et la grandeur des revenus publics ont avec la liberté



Le livre, 130 pages
12,00 € TTC
Frais de port en sus (3,60€ /unité)

Bon de commande

Coupon à renvoyer à l'adresse suivante :
SEFEL/ALEPS - 80026 - 13545 Aix en Provence Cedex 4
04 42 90 85 27

MES COORDONNÉES (merci d'écrire en majuscules) :

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
EMAIL _____
TÉLÉPHONE _____

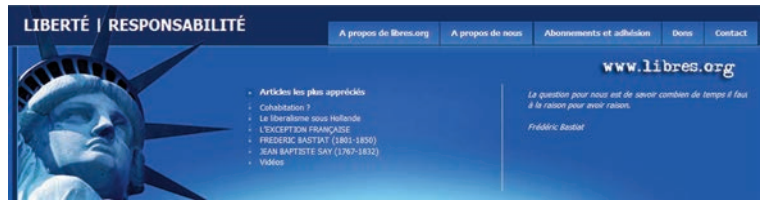
Quantité _____
Prix unitaire _____
Montant total _____
Frais de port _____
TOTAL _____
Règlement par chèque uniquement*

*Toute commande non accompagnée de son règlement ne pourra être honorée.

Le livre pourra être récupéré dans les locaux de PARADIGME ou être envoyé à votre domicile (les frais de port sont en supplément)
Sarl au capital de 30 400 euros - DRTEFP 9306051906 - Siret 411 450 919 00039 - RCS 1998 B00444 - Naf 7022Z

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS : 06 64 88 97 77

CHÈQUE À LIBELLER À L'ORDRE DE SEFEL
Librichange 04 93 92 00 12 - 06 64 88 97 77 - Siret 411 450 919 00039



Arrêtez de parler des socialistes, parlez du libéralisme

Arrêtez de parler des socialistes, pour trois raisons au moins.

- 1° Le socialisme a échoué partout et toujours : inutile d'enfoncer des portes ouvertes
- 2° Les socialistes au gouvernement chez nous sont les pires qui soient : corrompus, immoraux et nuls
- 3° Critiquer les choses telles qu'elles sont n'aide pas beaucoup à changer les choses

Parlez du libéralisme, pour une multitude de raisons

- 1° C'est un projet de société, cohérent, efficace et moral
- 2° Les Français ne le connaissent pas, donc ne l'aiment pas
- 3° Il permet de sortir de la crise économique, sociale et morale
- 3° Il donne la solution des problèmes du chômage, de l'impôt, de l'enseignement, du logement, de la protection sociale, de la famille, de l'immigration
- 5° Le libéralisme, c'est le progrès social, il crée une vraie solidarité, il remplace la peur et la haine des autres par la confiance mutuelle
- 6° Le libéralisme c'est l'échange, c'est la paix et la compréhension entre les peuples
- 7° Le libéralisme, c'est le droit naturel, le respect de la vie, de la propriété et de la liberté
- 8° Le libéralisme associe la liberté, la responsabilité et la dignité de la personne humaine

Et, chemin faisant, vous trouverez bien d'autres arguments pour convaincre les gens autour de vous...

Parlez du libéralisme en termes directs, accessibles à tous :

- 1° Méfiez vous des contrefaçons, proposées très souvent par la classe politique, tous partis confondus
- 2° Servez-vous des sites et documents à votre disposition, comme par exemple ceux que vous offre l'Aleps, gratuitement ou à très faible coût : www.libres.org, la Nouvelle Lettre, le catalogue de la SEFEL (entre autres Se passer de l'Etat, Connaissance du Libéralisme, Portraits d'économistes, Portraits de philosophes), les livres récents recensés sur le site et la Lettre (entre autres les tout récents Aftalion, Delsol, Feldman, Garelli, Lecaussin, Millière, Nemo, Salin, Simon), les articles et émissions des journalistes lauréats du Prix Libéral
- 3° Participez activement aux réunions et manifestations qui se multiplieront désormais, organisées par l'ALEPS et des organisations libérales ou proches du libéralisme : IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales), Contribuables Associés, Students for Liberty, Cercles Frédéric Bastiat, Génération Entreprises, Institut Turgot, Liberté Chérie, etc.
- 4° Enfin et surtout, prenez l'initiative de créer des « Forums des Libertés » : rencontres ouvertes au cœur de la société civile avec des gens venus de l'entreprise, du tissu associatif, des professions libérales, des intellectuels et des étudiants. Le mode d'emploi et d'organisation des forums est expliqué sur le site www.libres.org. Vous trouverez orateurs, partenaires et documentation grâce à l'ALEPS.

Vous pouvez reproduire cette page et la diffuser autour de vous.

Libérons-nous

Ouvrage de Pascal Salin

Pascal Salin est un dangereux récidiviste : un mois après avoir publié aux éditions Odile Jacob sa "Tyranie Fiscale" recensée dans la Nouvelle Lettre de la semaine dernière, voici qu'il propose maintenant « Libérons-nous » dans la collection « Les insoumis » des Belles Lettres.

A vrai dire, les deux ouvrages se complètent à merveille. Le précédent présentait une analyse scientifique claire et complète des divers aspects de la fiscalité française et justifiait les vraies réformes à réaliser : diminution de la progressivité, exonération de l'épargne et du capital, suppression des droits de succession, limitation des taux sur les profits des entreprises et refonte constitutionnelle pour en finir avec les impôts non votés.

Celui-ci s'adresse directement aux Français ; libérons-nous, retrouvons la dignité des hommes libres, fuyons la pensée unique et prenons nous en charge. Pascal Salin est lucide : aucune réforme ne sera réussie, voire tentée, tant que les mentalités n'auront pas changé, tant que les Français n'auront pas secoué le joug de la « servitude consentie ». C'est un appel, c'est une prière, c'est en fait un bréviaire. Son format de poche (et même de pochette), sa concision (71 pages in octo), son style direct et simple : voilà qui devrait inciter des milliers de lecteurs à le feuilleter, puis à le réciter, puis à le diffuser. Les titres des chapitres disent l'essentiel : prenez votre vie en main, retrouvez la liberté de contracter, êtes-vous condamné à vivre dans un monde de stagnation économique et de chômage ?

Le langage tenu par Salin ? « Vous êtes un être humain [...] redressez-vous et soyez fiers d'assumer pleinement les actes de votre vie ». Vous avez perdu en liberté parce que l'Etat vous a empêchés d'exercer toute responsabilité : l'exemple du choix de l'école est significatif, tout comme la gestion de la retraite ou le choix d'un logement. Vous êtes aujourd'hui privés de ces instruments de progrès et de concorde qu'on appelle les contrats, les marchés. Pascal Salin rappelle la convergence du libre échange et des intérêts particuliers : la liberté du contrat de travail en est un bon exemple. Mais ce n'est pas sur ces bases que fonctionne la société actuelle. Reprenant les accents de Bastiat, Pascal Salin dénonce l'inefficacité et l'immoralité des interventions de l'Etat sous la pression permanente des corporations de toutes sortes : « Si chacun, pensant ainsi poursuivre son intérêt personnel, obtient un privilège au détriment des autres grâce à l'exercice de la contrainte étatique, tout le monde finit par être victime des cadeaux et des protections donnés aux uns et aux autres ».

Si nous voulons nous libérer, il nous faut rompre avec la pensée dominante, diffusée par les hommes de l'Etat, et apprendre à nous passer de la politique : « Ouvrez donc vos yeux, vos oreilles et vos esprits, et ayez le courage d'admettre et de comprendre que vous avez été la victime – le plus souvent consentante par vos votes et même vos enthousiasmes - des fabricants d'illusions que sont les gouvernements. Ils vous ont promis la croissance, la fin du chômage, l'augmentation du pouvoir d'achat comme s'ils étaient les maîtres absolus de toute la société, mais c'est de vous et non pas d'eux que viendra un futur meilleur. Vous n'avez qu'un mot à dire aux gouvernants : laissez-nous faire ».

Pascal Salin termine son exhortation à la liberté par quelques conseils pratiques, en particulier il recommande la lecture régulière de la Nouvelle Lettre et la visite fréquente du site www.libres.org : heureuse complicité !

Pascal Salin, Libérons-nous !, coll. Les Insoumis, Les Belles Lettres, éd. Janvier 2014